

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 123 (1978)
Heft: 5

Artikel: Quelle réponse faut-il donner à la contestation?
Autor: Escher, Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344148>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelle réponse faut-il donner à la contestation ?

par le lieutenant Daniel Escher

Le malaise des sociétés occidentales de la fin du XX^e siècle réside dans le fait que la jeunesse rejette des valeurs fondamentales qui sont à la base de la qualité morale et matérielle de notre existence.

La mise en cause de valeurs profondes telles que la patrie est accompagnée par un phénomène généralisé et hautement dangereux pour l'avenir de notre société. En effet, les individus ne semblent plus conscients des avantages que leur procure notre système politico-économique. Il en est par exemple ainsi de la Liberté qui, comme tous les biens que l'homme peut appréhender, n'a de valeur que si elle est acquise au prix d'efforts et de sacrifices éprouvants. La Liberté est une des fleurs de la volonté et de la fierté humaine qui s'étiole aussitôt, qu'on ne lui voue plus les soins que sa qualité exige. Malheureusement, à force de la côtoyer et de la contempler béatement, les hommes de notre époque semblent ne plus la remarquer et deviennent de plus en plus incapables de la cultiver.

La nature de la jeunesse, qui est par définition influençable et ouverte aux idées nouvelles, favorise la naissance de la contestation. Son inexpérience la rend subjuguable par l'espoir de voir naître un monde meilleur. N'ayant pas dû se battre pour obtenir ce qu'elle possède, elle n'en saisit pas la valeur et a ainsi de la peine à imaginer une situation pire que celle dans laquelle elle évolue.

Le rejet des valeurs est principalement imputable à la pression intellectuelle mensongère de certains doctrinaires idéalistes qui échafaudent des théories collectivistes invraisemblables, séduisantes et acceptables seulement pour des esprits totalement imperméables aux réalités et aux exigences politico-économiques. Toutes ces théories de type marxiste sont indéfendables car elles font abstraction de la nature humaine. L'Etre humain se distingue de l'animal par son esprit d'entreprise, sa fierté, son besoin d'indépendance et de personnalisation; lui imposer une société collectiviste revient à museler ses fonctions géniales. Ce qui est plus grave encore, c'est que le fonctionnement de ces sociétés est lié directe-

ment et formellement à l'absence d'individus récalcitrants. Ce fait met tôt ou tard leurs dirigeants dans l'obligation de procéder à des éliminations physiques, à censurer l'information et la production littéraire et à mener une politique strictement isolationniste.

La jeunesse est un terrain de prédilection pour ceux qui veulent tout démolir sans savoir ce qui remplira le vide qu'ils auront créé. Elle est la victime aveugle et crédule des théoriciens dits progressistes. La fonction critique très positive et indispensable de la génération montante pour toute société non stagnante est ainsi déviée jusqu'à devenir franchement négative. Par l'effet d'influences néfastes et condamnables, ce qui a toujours été considéré comme une source génératrice d'énergie nouvelle et de progrès tend à se transformer en une entrave que la société a de plus en plus de peine à supporter. Le poids du « refus », qui laisse grande ouverte la porte à la violence sauvage, est une menace grave que nous ne pouvons tolérer. Il en va de la survie de ce à quoi nous sommes le plus attaché.

Notre société est malade de sa propre source d'avenir, le nier ou le dissimuler serait une attitude contraire à ses chances de survie. Le fait étant constaté et reconnu, il s'agit alors de s'y attaquer avec l'énergie qu'exige la gravité de la menace.

Certes, la sensibilisation de l'opinion publique sur la situation privilégiée dont nous autres Suisses bénéficions par rapport à la quasi-totalité des habitants de notre planète est une justification inattaquable de notre conduite politique. Cependant, ce moyen restera paradoxalement inefficace au regard de la jeunesse qui, de par son état et son statut social, sera moins touchée par l'aspect matériel de la situation que par son aspect idéologique. La solution du problème — car elle existe — doit revêtir un caractère plus dynamique et plus radical.

Je vois pour ma part deux types de possibilités :

1. Face à un danger effectif ou très imminent, la population dans son ensemble serait plus apte à imaginer ce qu'elle perdrait en cas de bouleversement politique (suite à une invasion par exemple). Dans ce cas, l'utilité, voire l'absolue nécessité d'institutions fortement contestées, (armée), redeviendraient évidentes.

Cependant, cette hypothèse n'est naturellement pas souhaitable, car elle substituerait au malaise actuel un fléau bien plus redoutable.

2. La véritable solution me paraît devoir être la résultante d'une ouverture des institutions de notre société vis-à-vis de la jeunesse. Comme je l'ai souligné plus haut, il me semble que la caractéristique prédominante de cette classe d'âge soit sa forte tendance à pouvoir être influencée, d'où une certaine fragilité. Ce fait me pousse à croire que les jeunes prêtent leur énergie et leur puissance créatrice à qui veut bien d'elles. J'en conclus donc qu'une plus grande ouverture et qu'une plus sincère volonté de compréhension de la part de la société vis-à-vis de la jeunesse pourrait freiner l'hémorragie actuelle. Il faut certes se garder de raisonner de manière simpliste; je rechercherai donc la justification de mon hypothèse dans le domaine du pragmatisme.

Ayant l'occasion de côtoyer régulièrement des universitaires âgés de moins de vingt ans, je constate qu'ils sont pour la plupart intoxiqués par des préjugés antimilitaristes qui ne reposent évidemment sur aucune expérience personnelle; mais qui sont la résultante d'informations déformées provenant de sources mensongères et diffamantes ainsi que du fruit de leur propre imagination. C'est de cette manière qu'ils finissent par se persuader que l'armée n'est qu'un appareil oppressif à la solde de la classe dirigeante! Il me semble qu'une plus grande transparence de l'armée et de ses activités serait hautement souhaitable. L'armée devrait s'ouvrir à la jeunesse par des actes concrets.

A titre d'exemples, j'en propose trois qui me semblent significatifs dans le sens où ils démontrent que des efforts diversifiés peuvent aboutir au même objectif. Il est surtout essentiel que ces mesures touchent les jeunes à toutes les étapes de leur développement:

- visites généralisées d'installations militaires destinées aux écoliers, aux apprentis et aux étudiants,

- meilleure information destinée aux conscrits,

(dans ce domaine, la présence lors des journées de recrutement d'un *jeune officier*, avec lequel les futurs soldats pourraient s'entretenir librement, constituerait un progrès important. Le premier contact officiel revêt souvent un caractère déterminant en ce qui concerne l'attitude du jeune homme face à l'armée. Une telle mesure aurait une importance psychologique énorme car elle tendrait à démystifier l'institution).

- choix plus judicieux des cadres, notamment en ce qui concerne les aptitudes psychologiques. On constate en effet que certains jeunes

cadres mal armés dans ce domaine provoquent des dommages qui ne touchent pas uniquement leurs subordonnés, mais qui se répercutent dans l'opinion générale et ainsi faussent le jugement de futures recrues.

Je ne cherche nullement à être exhaustif; cependant, ces quelques exemples devraient démontrer la façon dont pourrait se réaliser une ouverture profitable à la survie de notre type de société. Certes, des réformes devraient être entreprises parallèlement dans le cadre des partis politiques, dans l'enseignement, dans le système d'information ainsi que dans les domaines économique et social.

Loin de moi l'idée de proposer l'institutionnalisation d'une propagande progouvernementale: ce moyen ne servirait qu'à favoriser l'action de nos ennemis en leur offrant gracieusement des arguments de valeur.

Les réformes souhaitables doivent adapter notre société aux exigences de l'homme d'aujourd'hui sans toutefois lui modifier sa structure fondamentale qui a fait ses preuves. Nous ne devons jamais oublier que la société doit être conçue par et pour les hommes; ce n'est en aucun cas la société qui doit s'imposer à eux.

D. E.

